



La Newsletter N° 2

Sommaire

POINT DE VUE SUR ... La COP21

Analyser au-delà des apparences

p. 2

Revue de presse

p. 6

ZOOM SUR ... Les Green Techs

Faisceaux de signaux faibles pour tendances

p. 7

En bref

p. 8

ACTUS ET AGENDA

La voix des émergents

p. 9



Point de vue sur...La COP 21

Analyser au-delà des apparences

Quelles voies émergentes pour la COP21 ?

Par Joël Ruet et Fanny Costes

La Chine est aujourd'hui responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre de la planète. L'Inde, elle, représente moins de 10% du CO2 rejeté dans l'atmosphère mais les experts prévoient un doublement d'ici 2030. Quant aux pays africains, leur poids est pour l'heure insignifiant et les modalités de leur développement en cours diront leur contribution demain au changement climatique. A l'aube de la COP21, l'heure est donc à une lecture critique des engagements pris par ceux qui abritent la moitié des habitants de la planète, la majorité demain. Elle doit aussi être l'occasion de mettre en lumière les angles morts sans lesquels on ne saurait réussir le pari d'un futur durable.

Sans nier l'importance de l'engagement chinois, le bilan du pays ne saurait être gagnant à l'échelle globale sans une égale implication des activités de ses

entreprises à l'étranger. Contraignant ? Pas nécessairement, car il s'agirait plutôt d'une extension du périmètre de mesure.

Une Chine volontariste

La récente visite à la Chine du Président hôte de la COP21, François Hollande, et le discours alors tenu par le Premier ministre chinois, Li Keqiang, ont été, sur le papier, très prometteurs. L'aval du géant asiatique à l'idée portée par la France d'un accord révisable tous les cinq ans sonne même comme une petite victoire. Et ses engagements – réduction de l'intensité carbone du pays de 60 à 65% en 2030 par rapport à 2005 - invitent à l'optimisme. Li Keqiang ayant même qualifié de « *devoir de la Chine* » et de « *passage obligé* », le « *développement vert* » du pays. Mais dans un Etat appelé à connaître d'immenses transformations, l'implication chinoise doit être regardée avec prudence. Dans les années qui viennent la transformation de l'appareil industriel chinois, la montée en gamme de ses productions ou la création d'un marché domestique destiné à une classe moyenne vouée à grossir seront autant de raisons pour la Chine de délocaliser une partie de ses activités manufacturières, ou de chercher hors de ses frontières les sources pour approvisionner des besoins grandissants en énergie. Il faudra donc non seulement observer en matière de réduction des gaz à effet de serre l'effort chinois en Chine, mais aussi l'impact de la production énergétique ou manufacturière chinoise offshore, dans les pays voisins d'Asie du sud ou en Afrique notamment. Sans nier l'importance de l'engagement chinois, le bilan du pays ne saurait être gagnant à l'échelle globale sans une égale implication des activités de ses entreprises à l'étranger. Contraignant ? Pas nécessairement, car il s'agirait plutôt d'une extension du périmètre de

mesure. Ceci irait dans le sens de l'invitation faite au business et à la société civile de s'engager et de mesurer cet engagement, ce qui est sans doute l'innovation de la COP21.

Un volontarisme chinois en la matière forcerait de même à ce que les entreprises occidentales émulent cette approche ; ainsi serait corrélativement « sortie » du bilan national chinois la part des émissions liées aux délocalisations occidentales en Chine. Il ne s'agirait pas de simples jeux d'écriture. Le Bridge Tank milite pour que l'atelier du monde soit le pivot d'une démarche qui affecterait les émissions mesurées au plus près des émetteurs : entreprises, et au-delà, possiblement leurs clients. La vertu chinoise pourrait alors lui conférer en ce domaine le pouvoir de norme que partout elle recherche.

L'Inde face à son développement

Autre grand émergent et futur berceau de la première population mondiale, l'Inde a montré, à l'approche de la COP21, une attitude bien moins ouverte que son voisin chinois. Elle a ainsi refusé de chiffrer la baisse de ses émissions. Son ministre de l'Environnement, Prakash Javadekar, admettant d'ailleurs que les priorités de son gouvernement concernaient d'abord l'accès à l'électricité et la réduction de la pauvreté. Reste que dans la volonté de l'Inde de moderniser son industrie et d'accroître son potentiel énergétique, les choix aujourd'hui avancés ne vont pas sans coïncider avec des objectifs de développement durable. Rappelons ainsi le pari osé de Narendra Modi et de son gouvernement pour l'installation de 100 GW de puissance solaire en Inde d'ici 2022. Ambition pharaonique quand on sait que fin 2014, le solaire photovoltaïque installé dans le monde s'élevait à 174 GW. Mais le pays a accéléré la cadence depuis 2014. Pour atteindre l'objectif 2022 il devra tenir sans retard tous les projets en cours ou programmés jusqu'en 2017, puis doubler ce rythme sur la phase 2017-2022. En parallèle, l'Inde se montre aussi très intéressée par le stockage d'électricité et le potentiel des batteries, ou expérimente déjà sur le terrain des *smart cities*.



Attention toutefois à ce que la diplomatie environnementale indienne ne brouille pas les messages de la diplomatie économique. Si le Premier Ministre en visite officielle à Londres vient de se réclamer du respect de la propriété intellectuelle par l'Inde, ceci n'empêche nullement une position « dure » quant à la demande indienne que le Fonds Vert donne au pays en développement ses brevets. La COP21 dira à quel point le pays s'aligne sur la communauté internationale, au contraire est subtile dans une double approche en réalité clivante ou au contraire perd une cartouche dans un compromis interne mal scellé, comme ce fut le cas à Copenhague. Attention à ne pas se tromper de débat : dans un récent rapport pour l'INPI auquel nous avons contribué¹, nous estimons que la propriété intellectuelle n'est pas en soi un frein au transfert des technologies vertes. Et rappelons par exemple que « *la plupart des pays ou organisations dans la catégorie des « émetteurs » mettent aujourd'hui en œuvre des programmes allant dans le sens de la co-préservation et de la co-innovation avec les Suds* ». Mais à l'immense et réel potentiel de l'Inde en matière d'énergies renouvelables, l'enjeu n'est pas tant celui de la propriété intellectuelle que celui de la mise en œuvre, pas tant celui des brevets que celui de la maîtrise des savoir-faire. Il faudra des technologies, des technologies de rupture, mais il faudra surtout mettre en œuvre et disposer sur le territoire des financements nécessaires, des savoir-faire indispensables et d'une gestion intelligente des infrastructures.

Les contributions des Etats émergents ou qui émergeront pour lutter contre le réchauffement climatique sont donc réelles, même si bien sûr différenciées.

¹ <http://www.inpi.fr/fr/services-et-prestations/ressources-documentaires/etudes/etude-pi-developpement-durable.html>

Afriques, mobilisées sous réserve de financement

Sur le continent africain, la COP21 fait très largement parler d'elle. Et si les Etats avertissent sur la nécessité d'un accompagnement, beaucoup se sont également engagés auprès de l'ONU. Le Nigeria, pourtant première économie du continent sur le papier, est à la traîne certes. Mais d'autres pays se montrent très impliqués et ambitieux. Le cas du Maroc, dont The Guardian estimait récemment qu'il « s'apprêt(ait) à devenir une superpuissance solaire »², est assez emblématique. La contribution nationale du Maroc à la réponse au changement climatique confirme l'impulsion qu'il veut créer sur son territoire. Le pays s'y engage ainsi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 32% à l'horizon 2030, s'il bénéficie d'un appui financier international suffisant. Pour tenir ces engagements, il chiffre ses besoins à 45 milliards de dollars entre 2015 et 2030.

Les sommes à réunir sont importantes mais réalistes, et l'écosystème économique national possède la capacité de l'absorber avec efficacité : en phase avec le développement de projets d'envergure en matière d'énergies renouvelables par exemple. Après l'inauguration du plus grand parc éolien d'Afrique à Tarfaya (sud-ouest) fin 2014, le Maroc a validé, en août, le financement de l'extension du parc solaire Noor, situé à proximité de Ouarzazate, en obtenant notamment, sur les 2 milliards d'euros nécessaires, une contribution de 654 millions de la part de la KfW, institution financière allemande de renom. Cè qui dotera le royaume de la plus grande installation solaire du monde et évitera le rejet annuel de 5,3 millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère.

Un Brésil trop ambitieux ou ses ONGs trop pessimistes ?

Sur le continent américain, le Brésil n'a pas manqué de s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique. Sa Présidente, Dilma Rousseff, a même annoncé, devant l'ONU, fin septembre, une réduction de 37% des émissions de GES du pays en 2025 par rapport à 2005, et 43% en 2030. Le Brésil promet ainsi une part de 45% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique primaire contre 39% aujourd'hui, de replanter 12 millions d'hectares de forêt ou encore de favoriser une agriculture bas-carbone.

Face à cette ambition saluée par les Institutions, de nombreuses ONG ont fait part de leurs doutes, en raison notamment du tarissement de la croissance brésilienne qui invite à d'importantes coupes budgétaires, ou des choix faits en matière d'exploitation du pétrole. Mais le Brésil possède, en matière de biomasse par exemple, un réel potentiel pour verdier encore son mix énergétique : s'il accompagne plus fortement la production de bioéthanol de troisième génération par exemple (à partir de la bagasse de canne à sucre). Et les travaux conduits au Bridge Tank suggèrent que les progrès réalisés en termes de culture de la canne à sucre montrent même qu'une agriculture raisonnée peut contribuer à fixer le CO2 dans le sol. Ainsi faisant, l'agriculture pourrait redevenir un puits de carbone et non un secteur fortement émetteur.

Passer des voix émergentes aux voies émergentes pour le climat

Les contributions des Etats émergents ou qui émergeront pour lutter contre le réchauffement climatique sont donc réelles, même si bien sûr différenciées. Mais pour que les mots et promesses de ces nations deviennent des trajectoires de développement durable, de nombreux chantiers méritent encore d'être lancés, donc accompagnés par la communauté internationale, mais aussi suivis et mesurés par la société civile. Telle est la recommandation exprimée par la Ministre rwandaise Valentine Rugwaziba, ancienne numéro 2 de l'OMC, lors d'un dîner en marge du Sommet Inde-Afrique à New Delhi auquel le Bridge Tank était présent.

Sur ce nombreux chantiers, celui de l'agriculture, précédemment cité dans le cas du Brésil, est clé. D'autant qu'il touche à l'un des autres grands enjeux planétaires du XXIe siècle, à savoir la sécurité

² <http://www.theguardian.com/environment/2015/oct/26/morocco-poised-to-become-a-solar-superpower-with-launch-of-desert-mega-project>

alimentaire pour 9 milliards d'individus. L'annonce de Stéphane Le Foll, en mars dernier, de la mise en place du programme de recherche international, le « 4 pour 1000 », dont l'objectif est de développer la recherche agronomique afin d'améliorer les stocks de matière organique des sols de 4 pour 1000 par an, est stimulante. Mais il faut aller plus loin et transformer les agricultures régionales.

Et on ne passera pas à côté du chantier des financements, en matière de mitigation mais aussi d'adaptation au changement climatique. Ou le pari planétaire pour lequel devraient s'engager les Etats durant la COP21 ne saurait être un jour gagné. Car, rappelons-le, la plupart des États africains notamment ont conditionné leur projet aux financements internationaux.

Malheureusement les déclarations et le récent texte de Bonn qui servira de base aux négociations de décembre à Paris laissent entrevoir peu d'espoirs de ce côté. Mais nous pensons qu'il sera l'enjeu central de la COP22. Au Maroc, en 2016, nous assisterons vraisemblablement à la COP des Emergents. Et peut-être pourrons-nous alors commencer à tracer le chemin d'un destin global durable.

TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES : UNE OPPORTUNITÉ POUR ENRICHIR LES TRAJECTOIRES INDUSTRIELLES DES TERRITOIRES



Les transitions énergétiques vers des modèles de production décarbonnée en cours à l'échelle mondiale commencent à apparaître à beaucoup comme un véritable levier de croissance industrielle. Ce Policy Brief souligne que ce ne sera possible qu'à la condition d'allier innovation et redynamisation de secteurs industriels historiquement présents dans les territoires concernés.

[Lire la suite ...](#)

Point de vue sur... La COP21

Revue de presse

The Washington Post

India's huge need for electricity is a problem for the planet

Fossil fuel generation of electricity is the largest single source of greenhouse-gas emissions worldwide. Yet demand for inexpensive power will rise in a great tide in the decades to come, especially in South Asia and sub-Saharan Africa, the two regions of the globe with the least access to electricity.

CE QU'EN PENSE THE BRIDGE TANK

The Bridge Tank disagrees, the fossil fuel is not the future of India's electricity. It is a way to bridge the gap until ambitious solar, wind, nuclear and "make in India" programs take off to green up power.



Forum MeDays 2015 - Tanger



#MEDays2015 Ministre El Haite: #cop21 d'ores et déjà un succès surtout pour l'inclusion véritable de la société civile


#MEDays2015@Paul Kagamé a rappelé qu'une gouvernance inclusive est une condition sine qua non pour la paix

CE QU'EN PENSE THE BRIDGE TANK

Ce qui est sûr c'est que la croissance inclusive du Maghreb ne sera possible qu'à travers un partage industriel local des programmes des énergies renouvelables.



People's Daily, China 
@PDChina

 Suivre

#XiJinping met with #Turkey President Sat. in #Antalya ahead of #G20 Summit, vowing ties on new silk road.#XiVisit

CE QU'EN PENSE THE BRIDGE TANK

Business as unusual? China extends its web of trade and investment to include Turkey into their new silk road agenda.

Zoom sur ... Les Green Techs

Faisceaux de signaux faibles pour tendances émergentes



Changement climatique : green race ou green cooperation ?

Par Joël Ruet

Atténuer le réchauffement climatique et s'y adapter nécessitent la mise au point de technologies vertes efficaces sur les plans économique et environnemental. Mais pour accélérer l'usage de ces technologies, dans les pays en développement en particulier, faut-il encourager une concurrence internationale entre les firmes et les instituts de recherche ou chercher leur meilleure diffusion dans une coopération verte fondée sur de nouveaux outils?

On ne peut ignorer les immenses besoins de pays en développement pour s'adapter aux risques climatiques et croître durablement, mais dont les ressources financières et la structure ou l'absence de structure de R&D freinent l'achat de technologies vertes ou l'innovation nationale. On ne saurait enfin assez rappeler la nécessité, tout en diffusant les technologies vertes propices au développement durable, de les adapter à des contextes locaux différenciés. La question de l'absorption des technologies est donc tout aussi importante que celle de leur diffusion. Dans ce contexte, l'étude pour l'INPI, « Développement durable et propriété intellectuelle : l'accès aux technologies par les pays émergents »³, à laquelle a contribué The Bridge Tank, souligne que « le concept de transfert de technologies dépasse la dimension intellectuelle et matérielle pour embrasser les capacités, le savoir-faire, les politiques et les institutions ». Les droits de propriété intellectuelle ne constituent qu'une partie du cadre institutionnel facilitant l'innovation. Les nouveaux transmetteurs que sont les Émergents sont de plus en plus présents.

Revenons alors à la réalité des investissements économiques. Certaines entreprises d'abord jouent le jeu d'adhérer aux ambitions nationales des pays hôtes de leurs investissements. Les pays du Sud (Gabon pour le bois, Bolivie pour les minerais etc.) progressent vers des modèles qui visent à imposer la transformation sur place avec transfert de technologie et de savoir-faire, et également en respectant les normes nationales : COFCO et ses Concessions forestières d'aménagement durable (CFAD) est ainsi la première société chinoise à adhérer à l'Union des forestiers du Gabon (UFIGA).

Au-delà des interactions des entreprises émettrices émergentes et des États en développement, les États émergents eux-mêmes dessinent une véritable politique d'accompagnement : ainsi en mai 2014, à la suite à la visite de Li Keqiang en Afrique, la coopération bas-carbone dans son ensemble a été soulignée comme un volet prioritaire pour la coopération sino-africaine. Ce pays dispose déjà en Afrique de laboratoires modernes : dès 2012 existaient six « Chinese Special Economic Zones in Africa » (CSEZA) en Afrique, à Maurice, en Egypte, au Nigeria (deux CSEZA dans ce pays), en Zambie et en Ethiopie. A Maurice et en Ethiopie l'État local est partenaire et actionnaire du projet.

De ces quelques exemples, il faut surtout retenir le foisonnement. Si de nombreuses questions de gouvernance n'y sont pas réglées, ils témoignent en revanche d'un dynamisme à prendre en compte tant pour trouver des solutions à l'occasion des COP, que pour trouver des marchés pour les entreprises, ou encore pour arriver à un développement durable réel sur le terrain.

³ <http://www.inpi.fr/fr/services-et-prestations/ressources-documentaires/etudes/etude-pi-developpement-durable.html>

Zoom sur ... Les Green Techs

En bref

La croissance inclusive est à l'honneur au G20 :



Le 15 novembre, à Antalya, en Turquie, le dixième sommet du G20 s'est tenu autour de la thématique "Une action collective pour une croissance inclusive et forte". L'objectif du groupe des 20, qui rappelons-le représente 85% du commerce mondial et 2/3 de la population est d'assurer, dans les années à venir, une croissance forte certes mais surtout durable inclusive et équilibrée pour l'économie globale.

Dans son discours, le Président chinois Xi Jinping a ainsi suggéré une coordination plus organisée des politiques macroéconomiques et la favorisation d'un développement axé sur l'innovation pour stimuler la croissance mondiale.

Le président de la République du Sénégal, Macky Sall, également président du Comité d'orientation des chefs d'Etat et de Gouvernement du NEPAD, était invité au G20 pour représenter le continent africain auprès du Président sud-africain et le Président de l'Union Africaine. Il a principalement plaidé pour un partenariat rénové en termes d'investissements dans les infrastructures et l'agriculture, pour la réduction des inégalités, mais également en termes d'énergie et nouvelles technologies pour une croissance inclusive pourvoyeuse d'emplois pour la jeunesse africaine.



Aux MEDays, le Rwanda primé pour ses actions en faveur d'une croissance inclusive.

Cette année, le grand prix de la 8ème édition du forum MEDays 2015 organisé à Tanger a été décerné au Président de la République du Rwanda, Paul Kagamé, pour avoir compris que c'est en investissant dans le capital humain qu'une croissance inclusive est possible. Le Rwanda a priorisé les secteurs de l'éducation et de la santé ; un choix dont le but est de développer le capital humain pour une participation effective dans la gouvernance du pays ; un choix qui a permis un taux de croissance des plus élevés avoisinant les 8%.

The Bridge Tank a par ailleurs été au cœur des débats sur l'économie inclusive à travers la participation de son président, Joël Ruet, au un panel sur « les Economies émergentes : Le défi de la croissance inclusive et durable ».

Actus et Agenda

La voix du Bridge Tank

Ce qui a été dit

- A glaring omission from the pantheon of Secretaries General is that Eastern Europe remains the only region without representation. Support for change has strengthened as many Members, including those within the P5 itself, publically declare it is time the next Secretary General comes from Eastern Europe.
Diplomatic Courier, October 1, 2015, Meet the Prospective Next UN Secretary-General, by Joël Ruet
- Et l'Afrique ne se contente pas de demander des soutiens financiers. Malgré son manque de moyens, elle a bien un rôle à jouer en termes d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Si elle émet moins d'une tonne de CO2 par habitant quand les Etats-Unis et la Chine sont à la source de 42% des émissions de gaz à effet de serre, elle veut prendre en main un enjeu déterminant car ses sols s'érodent et ses déserts progressent.
Quand l'Afrique joue la carte de la gouvernance environnementale par Joël Ruet et Fanny Costes



Des capitalismes non alignés selon Joël Ruet

« C'est une illusion que de considérer que les pays du monde ne sont qu'en compétition économique, et peu que leurs économies sont en coopération. Cette illusion pose que les capitalismes émergents fondent leur compétitivité sur de faibles coûts et peu de technologie. Les Suds fourniraient les matières premières, et les plantations tropicales ; dans l'émergence ce seraient les bras. La Chine produirait les chaussures et le Nord les avions. La Chine a non seulement démontré le contraire mais en plus elle co-innove avec le monde. »

Extrait du livre « Des capitalismes non-alignés » de Joël Ruet, éditions Raison D'agir Eds, parution 14/ 01/2016

<http://livre.fnac.com/a8634606/Joel-Ruet-Les-capitalismes-non-alignes>

AGENDA

30 novembre-11décembre 2015 : 10 décembre COP 21. Présentation du rapport propriété intellectuelle et développement, INPI

15 décembre : L'inauguration de l'Académie du solaire de Bamako

Retrouvez toute l'actualité du BRIDGE TANK sur <http://thebridgetank.org>